

Violences basées sur le genre (VBG)/Campagne "16 jours d'activisme" Promouvoir la sensibilisation et agir pour la prévention

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

Depuis le 26 novembre dernier, et ce jusqu'au 10 décembre prochain, se déroulent un ensemble d'activités sous l'égide de l'UNFPA, afin, entre autres, de donner un nouvel élan aux efforts de mobilisation et partager les connaissances ainsi que les innovations.

LA campagne internationale "16 Jours d'activisme contre la violence basée sur le genre (VBG)" se tient chaque année du 25 novembre (Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes) au 10 décembre (Journée in-

ternationale des droits de l'Homme). Lancée en 1991 par le premier Institut international pour le leadership des femmes (Women's global leadership institute) et coordonnée par le Centre pour le leadership mondial des femmes (Center for women's global leadership), cette initiative permet aux particuliers et aux organisations du monde entier d'agir de manière stratégique en faveur de la prévention et de l'élimination des sévices de toute sorte vis-à-vis de la gent féminine. Au Gabon, un ensemble d'activités se déroulent depuis le 26 novembre dernier, sous l'égide du Fonds des Nations unies



Photo : Arisfide Moussavou

pour la population (UNFPA). Parmi celles-ci, la réunion de concertation avec l'Organisation non gouvernementale (ONG) "Agir pour le genre", des séances de

communication avec les associations féminines sur la genèse des "16 jours d'activisme", la vulgarisation de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (Cedef), la sensibilisation sur les VBG en milieu scolaire, les débats télévisés, etc. Cette campagne 2018 baptisée "Tous Unis" aura donc pour objectif de mobiliser tous les réseaux : Système des Nations unies, partenaires gouvernementaux, société civile, écoles, universités, secteur privé, associations sportives et particuliers. Le thème choisi cette année : "Orangez le monde : #Écoutez-MoiAussi".

Nicole Nguema Metogo, expert national en genre et droits humains, coordonne plusieurs activités au cours de ces 16 jours d'activisme.

Au Gabon, plus de 60% de femmes en sont victimes

F.S.L.
Libreville/Gabon

DEPUIS longtemps, l'impunité, le silence, l'ostracisme et la honte font de cette violation des droits humains, notamment les Violences basées sur le genre (VBG), un fléau mondial persistant. Toutefois, les actions en faveur d'un changement

ont gagné en visibilité au cours de ces dernières années, principalement grâce à la détermination et au courage d'activistes issus de milieux populaires et de porte-parole à la voix qui compte. Au Gabon, par exemple, l'action d'un bon nombre d'Organisations non gouvernementales (ONG) a permis de ressentir l'once d'un changement, même si dans les faits, la situa-

tion reste toujours préoccupante. Car, à en croire Nicole Nguema Metogo, expert national en genre et droits humains, et présidente de l'ONG "Agir pour le genre", 64% de femmes continuent de subir des violences physiques, contre 36% chez les hommes. 89% de cas de violences sexuelles sont recensées chez les femmes par rapport à 10% du côté de la gent

masculine. Il y a également les violences économiques (privations de finances, interdiction de travailler, etc.) où les femmes, là aussi, sont touchées à près de 83%, contre seulement 17% d'hommes. En revanche, celles-ci sont moins concernées que les hommes par les violences verbales et psychologiques, selon l'enquête nationale menée

par "Agir pour le genre". Ainsi, près de 49% de violences psychologiques sont subies par les femmes, contre 51% d'hommes. Et 48% de femmes sont victimes des violences verbales au Gabon, pour 52% d'hommes. En dépit de tout ceci, des efforts sont menés pour améliorer cette situation. La Fondation Sylvia Bongo Ondimba pour la

famille, le Centre d'accueil Issiemunu, l'ONG "Agir pour le genre", l'Observatoire des droits de la femme et de la parité (Odefpa), l'Association pour la défense des droits de la femme et de l'enfant (ADDPE), etc., sont autant d'acteurs qui œuvrent pour le droit des femmes en général, et celui des victimes de violences basées sur le genre en particulier.

Médias/Cérémonie de clôture de la 52e session de formation des jeunes cadres journalistes africains au Caire Les défis actuels de l'Afrique au cœur de la formation



Photo : DR

Les officiels dont Samia Abbas (c), secrétaire générale l'UJA, entourée de Ahmed Selim et Mohamed Madi, respectivement SG du Conseil supérieur des médias et représentant du ministère égyptien des Affaires étrangères pour les relations culturelles.

Prissilica. M.MOUIFY
Le Caire/Égypte

LA 52e session de formation des jeunes cadres journalistes africains, ouverte le 10 novembre au Caire (Égypte), s'est achevée le 29 novembre 2018 à la Maison de la radio et de la télévision égyptienne. Au total, vingt-deux journalistes du domaine de la presse écrite, issus des pays arabophones, anglophones et francophones prenaient part à cet énième

stage de perfectionnement en journalisme organisé par l'Union des journalistes africains (UJA) et le Conseil suprême de l'Organisation des médias d'Égypte. Et comme lors des éditions précédentes, les participants à cette rencontre ont eu droit aux ateliers de formation portant, dans l'ensemble, sur la pratique de leur profession. Ils ont également été édifiés sur des thématiques telles que l'exploitation économique des ressources du continent, le rôle des médias pour la continuité entre les peu-

ples, la situation des réfugiés en Afrique, la culture africaine et son rendement social et économique, etc. Le but étant de renforcer leurs connaissances sur les défis actuels de l'Afrique et, en tant qu'hommes et femmes de médias, de contribuer au développement de l'Afrique. Clôturant la rencontre, Samia Abbas, secrétaire générale de l'UJA, s'est réjoui du bon déroulement de la formation. «Nous espérons que vous ayez tiré profit de ce stage, qui vous sera certainement bénéfique dans l'exercice de



Photo : Prissilica Moussavou Mouily

La vingtaine des stagiaires avec leurs certificats au terme de leur stage de perfectionnement au Caire.

vos profession. Nous remercions tous ceux qui ont participé à la réussite de cette session de formation. Parce que les médias sont garants d'un droit fondamental : le droit à l'information, qu'il convient d'exercer en toute liberté et avec responsabilité. Nous croyons pouvoir contribuer au bien de nos communautés. Telle est notre visée », a indiqué Mme Abbas. Pour leur part, les stagiaires ont apprécié l'initiative de l'UJA qui, en dehors des enseignements reçus, leur a donné l'occasion de visiter les

sites emblématiques de l'Égypte tels que la citadelle du complexe de religions, le Musée égyptien, les pyramides, mais aussi l'Agence d'information du Moyen-Orient (Mena) et le quotidien national Al Ahram. Ils ont alors profité de la cérémonie de clôture pour formuler des recommandations à leurs hôtes. «Nous voici au terme de notre séjour. Nous sommes très heureux pour l'opportunité que vous nous donnez d'apprendre et d'acquérir des rudiments essentiels à

la pratique de ce métier. Au terme de 21 jours de formation, nous formulons, comme recommandations, la protection des journalistes dans l'exercice de leur métier; l'importance de mettre fin à la migration intellectuelle par une politique de retour; l'élaboration des politiques prenant en compte les aspirations des jeunes Africains...», a recommandé le porte-parole des stagiaires, Nebie Beyon du Burkina Faso. Des certificats de participation ont été remis à tous lors de la cérémonie de clôture.